

Appel d'Offre ouvert

En application des articles L 2124-1, 2162-4, 2162-13 et 2162-14
du Code de la commande publique.

Entretien espaces verts des bâtiments de la Direction Territoriale de la
Police Nationale de Guyane

Cahier des Clauses Administratives particulières

Ministère de l'Intérieur

Préfecture de la région de Guyane _ service de l'État

Représenté par M. le Préfet de la Région de Guyane

Rue Fiedmond - CS 5708

97307 Cayenne Cedex

Numéro de la consultation : 2025M003

Code CPV : 77310000-6. réalisation et entretien espaces verts

77340000 - Élagage des arbres et taille des haies

TABLE DES MATIÈRES

Article .1. GÉNÉRALITÉS.....	4
1-1 Objet de la consultation.....	4
1-2 Procédure de passation et consistance du marché.....	4
1-2-1 Mode de consultation :.....	4
1-2-2 Allotissement:.....	4
1-2-3 Variante :.....	4
1-2-4 Parties contractantes :.....	4
1-3 Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
Article .2. Pièces constitutives du marché :.....	5
Article .3. Durée du marché.....	6
Article .4. Modalité de détermination du Prix.....	6
4-1 Prix des règlements.....	6
4-2 Révision du prix :.....	6
4-2-1 Mois d'établissement des prix du marché.....	6
4-2-2 Choix de l'index de référence.....	6
4-2-3 Modalités de révision du prix :.....	6
4-2-4 Évolution contractuelle du Bordereau des Prix Unitaires ou forfaitaires.....	7
Article .5. modalités de facturation et de règlement.....	7
5-1 Présentation des demandes de paiement.....	7
5-2 Délais de paiement.....	7
5-3 Avance et périodicité des paiements:.....	8
5-4 Paiement des cotraitants.....	8

5-5 Paiements des sous traitants.....	8
Article .6. Disposition diverses.....	8
6-1 Réparation des dommages :.....	8
6-2 Protection de main d’oeuvre et conditions de travail :.....	8
6-3 Assurance :.....	9
Article .7. Pénalités.....	9
Article .8. Attribution de compétence.....	9
Article .9. Résiliation	9
Article .10. Dérogations.....	10

ARTICLE 1. GÉNÉRALITÉS

1-1 Objet de la consultation.

Les stipulations du présent CCAP concernent l'entretien des espaces verts, pour les services de la Direction Territoriale de la Police Nationale de Guyane (DTPN). Il a pour objet de définir les conditions administratives dans lesquelles le titulaire s'engage à assurer l'entretien des espaces verts des services de la DTPN de Guyane.

La description des ouvrages, leurs spécifications techniques ainsi que les prestations à la charge du titulaire sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les prestations sont exécutées pour le compte de la DTPN.

1-2 Procédure de passation et consistance du marché

1-2-1 Mode de consultation :

La procédure de passation utilisée est un appel d'offre ouvert conformément aux dispositions du code de la commande publique

1-2-2 Allotissement:

Les prestations sont alloties. L'accord cadre est mono-attributaire

- Lot 1 : Centre de Rétentions Administrative Matoury
- *Lot 2 : Service Territorial de la Police aux Frontières St Georges de l'Oyapock., **Spécificité de ce lot à voir article 2-2 du RC et ci-dessous**
- Lot 3 : Office de Lutte contre Le Trafic Illicite de Migrants – OLTIM Plateau F : Rte de Rochambeau Matoury
- *Lot 4 : Chenil Av Destrée Cayenne voir **spécificité ci-dessous**
- Lot 5 : Service Territorial de Recrutement et de Formation STRF 10 Av Gustave Charlery Cayenne
- Lot 6 : Stand de tir la Matourienne Remire Montjoly
- Lot 7 : Service Territorial de la Police Aux Frontières Poste Balaté St Laurent du Maroni
- Lot 8 : Service des Renseignements Territoriaux : 6, rue Marie Curie Kourou
- Lot 9 : la Police Judiciaire : 16, Bd de la République Cayenne **Lot réservé Article 2-2 du Règlement de consultation RC**

***Le lot numéro 2 : le poste de Police Aux Frontières St Georges de l'Oyapock, est également occupé par les services de la Douane de Guyane. Selon convention définissant la répartition des charges courantes, dont le nettoyage des espaces verts, entre la Direction Régionale de la Douane de Guyane et la Direction Territoriale de la Police Nationale de Guyane, la gestion administrative est faite par la DTPN, la gestion financière**

est faite par les deux entités. Cette singularité donne pour conséquence, une répartition financière de la Direction de la Douane à 45,20 %, de la DTPN à 54,80 %.

De même l'acte d'engagement sera signé par les deux acheteurs, les paiements seront effectués également par les deux acheteurs selon la clé de répartition sus-mentionnée.

De plus ce site étant sous contrat à travers une procédure adaptée, la date de démarrage sera au 1^{er} décembre 2025.

***Le lot numéro 4 : Chenil, Av Destrée Cayenne, sera occupé jusqu'au déménagement dans les nouveaux locaux de l'hôtel de police. En conséquence ce lot devrait être amputé de la surface résultant de cet emplacement. Il est à souligner de la teneur non formelle de cette remarque. Cependant cette expectative doit être envisagée.**

1-2-3 Variante :

Aucune variante n'est autorisée.

1-2-4 Parties contractantes :

Ministère de l'Intérieur

Préfecture de la région de Guyane _ service de l'État

Représenté par M. le Préfet de la Région de Guyane

Rue Fiedmond - CS 5708

97307 Cayenne Cedex

Service Général de l'Administration de la Police Nationale

9, rue Gustave Charlery

9730097300 Cayenne

Division du Budget

Service de la commande publique

marches-publics-sgap973@interieur.gouv.fr

1-3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même pour tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

ARTICLE .2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes : par dérogation de l'article 4.1 du CCAG FCS

Pièces particulières

- Acte d'engagement (AE)
- Présent Cahier des clauses Administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans la version en vigueur au lancement de la consultation,
- Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Cadre du mémoire Techniques
- BPU
- le Règlement de Consultation (RC)

Pièces Générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales CCAG applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services bien que non joint au dossier, est réputé connu des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

ARTICLE .3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois ferme renouvelable 3 fois pour la même période sans que la durée totale ne dépasse 48 mois. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

ARTICLE .4. MODALITÉ DE DÉTERMINATION DU PRIX

4-1 Prix des règlements

Compte tenu des modifications de surfaces en plus ou en moins le prix pourra être adapté par avenant .

Les prix sont forfaitaires au m² et ou à la prestation.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire valoir une connaissance insuffisante des sites ou des conditions de travail dans le but de réclamer une quelconque plus-value, indemnité

ou révision des prix des prestations. Aucune marchandise ou matériel appartenant au pouvoir adjudicateur ne sera remis ou prêté au titulaire.

4-2 Révision du prix :

Les prix sont fermes les premiers douze mois, puis révisibles suivant les modalités suivantes :

4-2-1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro».

4-2-2 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des travaux est l'index national ci-après.

Index national correspondant : EV4 Travaux d'entretien d'espaces verts.

4-2-3 Modalités de révision du prix :

Les prix sont révisés annuellement, selon la formule suivante :

$$P_R = P_0 \times (I_R/I_0)$$

où

P_R = prix HT révisé

P_0 = prix initial HT

I_R = dernière valeur de l'indice applicable au moment de l'application de la formule.

I_0 = valeur de l'indice applicable à la date de la signature de l'acte d'engagement.

L'indice est l'index EV4 – Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010.

La révision aura lieu à l'initiative du prestataire, transmise au SGAP Cellule Marché public par mail deux mois avant l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs.

4-2-4 Évolution contractuelle du Bordereau des Prix Unitaires ou forfaitaires

Le Bordereau de prix remis lors de la candidature du titulaire est susceptible d'évoluer par ajout ou retrait d'article (m² des surfaces) pour tenir compte de l'évolution de l'offre et des besoins pendant la durée du marché.

En cas de besoin d'un nouvel article ne figurant pas dans le bordereau initial, le pouvoir adjudicateur adressera une demande par écrit (mail) au titulaire, afin qu'il remette un prix pour cet article. Le titulaire aura 5 jours ouvrés pour répondre à la demande, par l'envoi par écrit (mail) des lignes de BPU valorisées.

En cas d'accord sur ces prix, le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le nouveau BPU actualisé des nouveaux prix par courrier recommandé électronique, en indiquant sa date d'application. Ce nouveau bordereau des prix se substituera au précédent et deviendra contractuel à cette date.

ARTICLE .5. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

5-1 Présentation des demandes de paiement

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les demandes de paiement comporteront les indications suivantes :

- le nom, n° de SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement préciser sur le bon de commande
- la prestation exécutée par site ; signé et daté par le responsable du site
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant le cas échéant le montant des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir par le portail Chorus Pro accompagnées de l'attestation de service fait dûment signée par le service bénéficiaire.

Les prestations « hors forfait » seront exécutées au fur et à mesure des besoins grâce à l'émission de bons de commande qui seront notifiés par le mandataire, suite à validation d'un devis.

5-2 Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours. Le point de départ de paiement est la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro.

5-3 Avance et périodicité des paiements:

Une avance est versée au titulaire sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement, dans les conditions fixées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

En application des nouveaux CCAG, le régime de l'avance fait l'objet de deux options. Le pouvoir adjudicateur choisi l'option A, article 11.1 CCAG FCS.

Il n'est pas prévu de retenue de garantie sur les règlements à intervenir du présent marché.

5-4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

5-5 Paiements des sous traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

ARTICLE .6. DISPOSITION DIVERSES

6-1 Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordres de service.

6-2 Protection de main d'oeuvre et conditions de travail :

Le titulaire est responsable du respect de la réglementation du travail, des règles d'hygiène et de sécurité et de la réglementation en vigueur par ses employés.

Le titulaire remettra une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations fiscales et sociales et de paiements des cotisations et contribution de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois. En cas de reconduction du marché, le titulaire fournit cette attestation à chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

6-3 Assurance :

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. En cas de reconduction du marché, le titulaire fournit cette attestation à chaque date anniversaire de l'accord-cadre

ARTICLE .7. PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités s'appliqueront quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque qu'il est constaté que les prestations ne sont pas réalisées le titulaire encourt, par jour calendaire de retard à partir de l'accusé de réception de la notification de service non fait par mail est réceptionnée et horodaté. Cette pénalité de retard est appliquée sans mise en demeure préalable comme suit :

Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations forfaitaires à compter du premier jour de la réception du constat du service non fait. *L'entreprise est libre de faire la prestation le nombre de fois approprié à la saison et à l'emplacement, toutefois l'entreprise est redevable d'une obligation de résultat.*

ou des travaux commandés sur bon de commande : **100 € / jour calendaire de retard.**

Ces pénalités seront appliquées pour chaque type de prestations et ce, quelle que soit la prestation, forfaitaire ou exceptionnelle.

ARTICLE .8. ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Guyane :

Tribunal Administratif de la Guyane

7, rue Schoelcher

BP 5030

97305 Cayenne Cedex

greffe.ta-cayenne@juradm.fr

ARTICLE .9. RÉSILIATION

Le marché peut être résilié selon les conditions exposées dans les articles 38 à 45 du CCAG-FCS. En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE .10. DÉROGATIONS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS

L'article 7 déroge à l'article 14.1. 3 et 14 du CCAG FCS

